Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Grece-la-derniere-etape-de-la

Grèce, la dernière étape de la crise

- Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 7 mai 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Argenpress, texte traduit de l'espagnol par danielle Bleitrach pour chazngement de société.

Paradoxe cruel.Il a suffi que le sauvetage, tellement réclamé de la Grèce soit connu pour que, en un peu plus de 24 heures, pour qu'apparaisse comme une évidence que la défaillance (cessation de paiements) de la Grèce est imparable. La diffusion de la somme adjugée au sauvetage - de 60 mille à 120 milliards d'euros - a causé l'effet inverse à celui attendu, puisque la grandeur de l'opération a mis en relief l'insolvabilité de l'état grec.

La répercussion internationale de l'enfoncement hellénique a été impressionnante : la chute des Bourses de Madrid ou de Milan a été catastrophique, mais de plus elle n'a pas laissé indemnes celles de New York ou de Shangai, ni celle-là de San Pablo. La chute de la Grèce trace une ligne de tranchée dans le parcours de la banqueroute capitaliste mondiale : la première étape va se la crise de la banque d'investissement nordaméricaine, Bear and Stern, en juillet 2007,jusqu'à la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008 ; la seconde à, partir de cette date jusqu"au défaut imminent de la Grèce qui s'est développé ces jours-ci. Revient sur le devant de la scène ce que les analystes anglo-saxons nomment le counterparty risk, ou bien la menace de banqueroutes financières, que l'on pensait dépassées grâce aux émissions massives d'argent de la part des banques centrales - spécialement aux États-Unis et en Chine-.

Un "ajustement" criminel

La cause fondamentale de la faillite du plan de rachat, avant même qu'ilne soit mis en oeuvre, est l'ajustement monstrueux qui est exigé le peuple grec. La réduction gigantesque du pouvoir d'achat de la population - sous la forme de réductions salariales et des retraites ; des augmentations sidérales d'impôts à la consommation ; une énorme amputation des dépenses sociales - augure une aggravation aigüe de la récession économique qui ne peut qu'aggraver l'incapacité du fisc à honorer la dette publique. Précisément pour cela, on estime que celle-ci devrait augmenter dans la période de l'ajustement, non seulement en proportion du PBI mais aussi en terme absolu (cela comme la conséquence de la nécessité d'avoir à payer des taux d'intérêt très supérieurs à la moyenne du marché international). Ou bien que la misère sociale irait accompagnée d'une accentuation de la vulnérabilité fiscale et financière. L'essentiel de la dette publique de la Grèce se trouve aux mains de banques locales, dominées par la banque de la France et de l'Allemagne. Cette situation a déjà suscité une course de retraits de dépôts et une fuite de capitaux (au paradis fiscal de Chypre). En Argentine, en 2001, quand le titulaire du ministère de l'Économie, López Murphy a tenté une opération déflationniste similaire, bien que dans des proportions infiniment moindre. Grâce à la résistance populaire, son échec a scellé la fin de l'"étape avant-dernière de la crise" et a abouti à la "dernière", celle de Cavallo. Le plan de sauvetage pour la Grèce vient de remplir la même fonction de "blindage" organisé par Cavallo avec les banques internationales- utiliser l'argent public pour financer la fuite des capitaux que développent les banques en fonction de l'inévitable faillite de l'argentine-. Iln'y a aucun doute que le coup décisif au rachat - ajustement de la Grèce a été donné par la mobilisation colossale des masses de la Grèce que tous les cercles financiers considéraient comme logique et qui s'est manifestée dans la grève générale du 5 mai. Dans la supermilitarisation de la Grèce, le pays qui dépense le plus pour son armement, par rapport à toute l'Union Européenne, la crise a poussé dans les rues le personnel de la police et de l'armée.

La banqueroute de l'Europe

Cependant, de la même façon qu'il a mis en lumière l'inévitabilité de la faillite, le rachat a mis à nu le fait que l'épicentre de la banqueroute ne se trouve pas en Grèce, mais en Allemagne et en France. L'évidence de ce que la

Copyright © Le Vénissian

crise grecque menaçait la couverture des banques publiques allemandes (Landesbank), a été ce qui a précipité la première ministre Merkel à être convaincue par le plan du rachat qu'elle avait repoussé jusqu'à ce moment avec obstination C'est seulement parce que ces banques sont fortement exposées en Grèce : l'Allemagne, de plus, subit l'un des taux de désemploi et de journées réduites de travail les plus élevées du monde - et sa dette publique arrive déjà au niveau plafond établi par les accords de l'UE-. L'Allemagne a besoin d'argent, en premier lieu, pour elle-même. Un autre indice du désespoir qui a déterminé l'annonce du rachat a été la décision de la Banque centrale européenne d'accepter les titres " ordures" de la dette grecque (possédées par les banques locales) comme garantie pour octroyer des prêts d'une manière directe. C'est clairement une opération de fuite de la dette grecque pour le bénéfice des banques locales et étrangèress qui sont créanciers de celles-ci. Le plan de rachat n'est pas non plus une opération conjointe de l'Europe, mais une collection de prêts de différentes nations à la Grèce, dont l'Espagne,qui elle même en défaut (tant sur le plan public , spécialement, sur le plan privé)) apparaît dans la liste des sauveteurs de la Grèce. Il est clair qu'une opération de ce type n'a pas les moyens de se répéter dans le cas où cela serait nécessaire pour d'autres pays ; c'est pourquoi elle est apparue comme la balle unique du chargeur . Cela a provoqué une course spéculative contre les dettes publiques de quelques pays. L'UE a été incapable de financer le rachat avec le placement de sa propre dette sur les marchés - comme le fontfont, par exemple, les États-Unis-. soit qu'elle manque des instruments d'un rachat, une erreur qui met à nu l'impuissance politique de l'UE. Les Allemands recourront aux banques publiques pour couvrir sa part du prêt la Grèce, lesquelles chercheront à être financés par le Deutsche Bank et le Commerzbank, bien que dans des termes précaires. Comme on l'a vu, arrivé à ce point, la banqueroute de la Grèce a mis en lumière l'envergure de la crise capitaliste dans l'ensemble de l'Europe.

Chau, Keynes

Nous avons bien compris, cependant, que la crise, à ce stade, a déjà une portée beaucoup plus ample. L'Europe est restée divisée en deux groupes de pays avec la perspective que les antogonismes entre eux s'exaspèrent plus en plus. Les pays qui flirtent avec le défaut auront, d'ici peyu de temps, un prix de financement croissant qui les éloignera des états les plus solides dans les phases ultérieures du développement capitaliste. L'UE rentre dans une étape centrifuge. L'autre question ne cesse pas d'être moins impressionnante : un programme déflationniste s'impose, comme il est arrivé dans la crise des années 30, en ruinant les illusions d'une sorte de kirchnerisme (président argention) mondial qui assurait que le capitalisme revenait à une étape d'interventionnisme étatique et de keynesianisme. Bien que n'importe quel jugement peut être à ce sujet prématuré, la descente de la côte de l'once d'or dans derniers jours pourrait seulement s'expliquer en fonction d'une perspective déflationniste.

Pour certains d'observateurs les plus qualifiés, nous assisterions à un plan de démantèlement partiel de l'Union Européenne sous la baguette de l'Allemagne, qui aurait gagné la France à sa cause. Sous la pression des intérêts exportateurs de l'industrie allemande, le gouvernement allemand promeut, en premier lieu, une voie le refus de sauvetage des pays du sud de l'Europe, une dévaluation de l'euro, qui la mettrait en meilleure position compétitive en face des États-Unis et la Chine. En deuxième lieu, elle organiserait une sortiedans l'ordre des nations sudeuropéennes, mais qui pourrait inclure l'Irlande et la Belgique. Après la dissolution de l'Union soviétique, un démantèlement de l'UE se convertirait en témoignage de la debâcle capitaliste. La lutte pour le marché mondial a de plus en plus de poids dans la crise, comme le montre la querelle américaine faite à la cote du yuan de la Chine. Malgré les mesures pour doubler les exportations nord-américaines, de la part d'Obama, celles-ci ne résussissent pas à augmenter et le déficit commercial des Etats-Unis (et par la même occasion sa dette externe) ne cesse de croître.En réalité pour de nombreux observateurs, la Grèce n'est rien de plus qu'une métaphore des Etats-Unis, dont le déficit fiscal, endettement public et dette nationale est, en terme relatif et absolu, le plus haut du monde. Selon un rapport publié par le FMI, les Etats-Unis devraient être obligés, d'appliquer, pourn ne pas partir en faillite une coupe dans le budget équivalente à 9% de leur PIB - ou 1,3 billones de dólares-.

Faute d'une telle amputation, les États-Unis ne pourraient pas régulariser sa situation financière, ou bien augmenter les taux d'intérêt (qui sont à zéro) sans conduire à la faillite au secteur public. Voilà, l'explication de la chute de Wall

Copyright © Le Vénissian

Street durant trois jours de suite, sous la pression de la faillite de la Grèce. Pour que la situation empire encore, les analystes sont d'accord sur le fait que les gains annoncés par les banques nord-américaines dans le premier trimestre de 2010 témoignent d'une situation similaire à celle qui a conduit à la banqueroute, à partir de 2007, puisqu'ilsobéissent aux opérations spéculatives soutenues dans une énorme proportion par des dettes. L'augmentation de la dette nord-américaine et du déficit fiscal, d'un côté, et celle creusée par l'émission monétaire, de l'autre, les ressources et les instruments manquent en grande partie pour faire face à la poussée de la tendance déflationniste qui apparaît avec la banqueroute européenne. Une brève observation : a déjà commencé la spéculation à la baisse contre la dette anglaise.

Des mentons dans le potage, à nouveau

la chute de toutes les matières premières ont accompagné la chute de l'or ce qui met un signe d'interrogation sur la "récupération" du Sud de l'Amérique latine. De la même manière, un fort retrait de capitaux s'est produit, comme en témoigne, l'écroulement des bourses de Buenos Aires et de Sao Paulo. C'est que, même avant que la Grèce éclate, en Chine et en Asie une tendance financière négative est en cours, comme la conséquence du frein que le gouvernement chinois essaie d'imposer aux prêts bancaires et à la spéculation immobilière et boursière. C'est que les prêts irrécouvrables des banques, qui ont été octroyées pour contrer la récession (qui s'est brutalement manifestée au début de 2009), surpassent de 25 % les actifs - la plus grande proportion dans le monde-. Les virages et les contrecoups de la crise capitaliste sont la preuve d'un écroulement des rapports sociaux existants.

Et maintenant que faire ? Comme l'indiquait un panneau placé devant l'Acropole, curieusement par le parti dont on pensait le moins qu'il en serait capable, le stalinien grec : Peuples d'Europe, soulevez-vous.

Copyright © Le Vénissian